

La liberté d'expression et l'affaire CRTC-CHOI à la lumière de diverses écoles d'analyse économique

1. Théorie économique néoclassique et liberté d'expression

1.1. La primauté des préférences individuelles

La théorie économique est fondée sur les préférences individuelles, à propos desquelles l'économiste refuse généralement de porter quelque jugement moral.¹ L'efficacité économique est une situation où les préférences des divers individus dans la société sont réconciliées par l'actualisation de toutes les possibilités d'échange. Si un individu aime ce qu'il entend à telle ou telle station de radio et choisit librement de l'écouter, l'efficacité économique requiert de ne pas l'en empêcher.

1.2. L'information et le divertissement comme biens économiques

L'information et le divertissement sont des biens économiques comme d'autres : c'est au consommateur de choisir ce qu'il préfère en fonction de ce qu'il estime être pour lui les avantages et les coûts de diverses formes ou combinaisons d'information. Les producteurs qui satisfont la demande des consommateurs font œuvre utile.

2. Analyses économiques portant spécifiquement sur la liberté d'expression

2.1. Analyse économique du droit et autres approches économiques

Un bon résumé des diverses approches économiques de la liberté d'expression, notamment celles de l'analyse économique du droit et de l'école constitutionnaliste, est donné par Josselin et Marciano². Si l'on exclut un certain courant de l'analyse économique du droit, la conclusion qui se dégage du survol de Josselin et Marciano est que l'incertitude quant à la vérité et l'importance du processus de recherche de la vérité justifie une forte présomption en faveur de la liberté d'expression.

¹ Parlant des préférences du consommateur, John Hicks écrit : « We start off from the indifference map ; nothing more can be allowed » (*Value and Capital*, Clarendon Press, Oxford, 1939, p. 18). John Hicks a obtenu le prix Nobel de sciences économiques en 1972.

² Jean-Michel Josselin et Alain Marciano, « Freedom of Speech in a Constitutional Political Economy Perspective », *Journal of Economic Studies*, Vol. 29, No. 4/5 (2002), p. 324-331. Un des principaux fondateurs de l'école constitutionnaliste est James Buchanan, lauréat du prix Nobel de sciences économiques en 1986.

Il semblerait donc que, s'il existe des « valeurs canadiennes » (comme le soutient le CRTC³), on ne peut savoir ce qu'elles sont si on empêche certains Canadiens d'exprimer les leurs.

2.2. Friedrich Hayek sur la liberté

Friedrich Hayek, lauréat du prix Nobel de sciences économiques en 1974, a été l'un des principaux défenseurs de l'idée que la liberté se justifie par l'ignorance indissociable de la condition humaine (ignorance notamment au sujet des préférences et des conditions des millions d'autres individus). Se portant à la défense de l'idée occidentale moderne de la liberté, il écrivait :

« It is because we do not know how individuals will use their freedom that it is so important. [...] If we proceeded on the assumption that only the exercises of freedom that the majority will practice are important, we would be certain to create a stagnant society with all the characteristic of unfreedom. »⁴

3. La théorie des choix publics et les « valeurs canadiennes »

3.1. Réglementation et concurrence

La théorie des choix publics montre que la réglementation fera l'objet de « rent seeking », c'est-à-dire que certains tenteront de l'utiliser contre leurs concurrents⁵. Il y a plus de 30 ans, George Stigler a développé une théorie de la capture des organismes de réglementation par leurs assujettis (ou, au moins, par certains d'entre eux)⁶.

D'un point de vue économique, il ne fallait pas s'étonner que les concurrents de CHOI-FM interviennent auprès du CRTC pour demander des sanctions contre un compétiteur⁷. Cependant, ce rent-seeking est une atteinte à l'efficacité économique.

3.2. L'inexistence des valeurs de « tous les Canadiens »

D'autre part, les théories modernes des choix publics et des choix sociaux ont démontré qu'il n'y a aucun fondement scientifique dans un concept comme les « valeurs canadiennes au regard de tous les Canadiens »⁸. Il n'y a pas moyen d'additionner les préférences individuelles (différentes) des Canadiens pour les métamorphoser en « valeurs canadiennes » simplifiées qui recueilleraient l'assentiment de « tous les

³ Voir, par exemple, CRTC, Décision de radiodiffusion CRTC 2004-271, 31 juillet 2004, par. 54.

⁴ F.A. Hayek, *The Constitution of Liberty*, Chicago, Henry Regnery, 1960, p. 31-32.

⁵ Sur la théorie des choix publics, voir Dennis C. Mueller, *Public Choice III*, Cambridge University Press, 2003 ; les pages 343-347 traitent plus spécifiquement de la réglementation. Voir également Pierre Lemieux, « The Public Choice Revolution », *Regulation*, Vol. 27, No. 3 (automne 2004), à paraître.

⁶ George Stigler, « The Theory of Economic Regulation », *Bell Journal of Economics and Management Science*, Vol. 2 (été 1971), p. 137-146. George Stigler a obtenu un prix Nobel de sciences économiques en 1982.

⁷ CRTC, *op. cit.*, par 13 et 74.

⁸ CRTC, *op. cit.*, par. 35.

Canadiens ».⁹ Un autre lauréat du prix Nobel de sciences économiques, Kenneth Arrow, a contribué à la preuve que des « préférences sociales » ne peuvent être à la fois rationnelles et non-dictatoriales¹⁰. L'analyse économique suggère que le CRTC impose les préférences de certains individus (au mieux en majorité) à d'autres individus.

Il existe sans doute des règles morales de base qui recueilleraient l'adhésion générale des Canadiens et qui ne seraient pas controversées (la prohibition du meurtre, par exemple). Les opinions du CRTC ainsi que les textes légaux sur lesquels l'organisme dit se fonder sont loin de faire l'unanimité, comme le démontre l'existence de CHOI-FM, de ses dizaines de milliers d'auditeurs et de ses défenseurs encore plus nombreux.

4. Autres considérations d'économie politique

4.1. La question du spectre électromagnétique

Dans sa décision, le CRTC affirme que les ondes sont une « propriété publique » dont l'exploitation constitue un « privilège »¹¹ qu'il accorde ou refuse en fonction de certains critères légaux. C'est tout le problème de l'allocation de ressources rares par l'État plutôt que par le marché – et on sait que la propriété privée des fréquences du spectre électromagnétique est une option faisable¹². Selon Milton Friedman, il est difficile d'imaginer comment la liberté d'expression pourrait être respectée dans un pays socialiste où l'État déciderait qui obtient du papier journal¹³. Or, certains pourraient affirmer que ce que le CRTC fait avec le spectre électromagnétique s'apparente à ce qu'un État socialiste ferait (ou faisait) avec le papier journal.

4.2. Économie politique marxiste

Dans la théorie économique marxiste, le contrôle de la liberté d'expression compte vraisemblablement parmi les moyens de l'État pour protéger la classe bourgeoise ou ses dirigeants, puisque c'est là la fonction générale de l'État capitaliste ou néo-capitaliste¹⁴. Cette interprétation rejoint peut-être l'opinion de ceux qui croient que CHOI a été censurée parce qu'elle s'attaquait à l'establishment local¹⁵.

⁹ Voir Mueller, *op. cit.*

¹⁰ Kenneth J. Arrow, *Social Choice and Individual Values*, deuxième édition, New haven et Londres, Yale University Press, 1963.

¹¹ CRTC, *op. cit.*, par. 12, 14 et passim.

¹² Barry Keating, « Economic Dimensions of Telecommunications Access », *International Journal of Social Economics*, Vol. 28, No. 10-12, p. 879-898.

¹³ Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, p. 18. Le professeur Friedman a obtenu le prix Nobel de sciences économiques en 1976.

¹⁴ Voir, par exemple, Ernest Mandel, *An Introduction to Marxist Economic Theory*, New York, Merit Publishers, 1968, p. 76.

¹⁵ Par exemple, voir Frédéric Têtu, « Censoring a Voice of Reason », *National Post*, 22 juillet 2004, p. A13.